



Rapport économique 2022

CHYPRE

28 juillet 2022

Résumé

La résilience de l'économie chypriote paraît remarquable, après une série de crises et défis dont la récession causée par la pandémie : le choc a été largement absorbé grâce à des fonds publics UE et nationaux ainsi que d'autres mesures, la reprise fut plus vigoureuse qu'en moyenne dans le reste de la zone Euro et la dette publique est à nouveau en diminution. Cependant, le conflit en Ukraine, qui a un fort impact à Chypre en raison des liens avec la Russie et du fait d'une perturbation de l'économie globale, fait réviser fortement à la baisse les prévisions de croissance, tandis que le chômage et l'inflation augmentent en 2022.

Face à de multiples inquiétudes de nature politique, la volonté de diversification économique (sectorielle et géographique) devrait atténuer les risques, tandis que les processus de réformes structurelles et de transition écologique et numérique préparent le moyen terme. Parmi les défis internes perdurent ceux de l'endettement privé notamment, ainsi que l'aggravation du fossé avec la zone nord occupée, en proie à une crise économique-financière.

Si la Suisse représente le 3^e investisseur financier à Chypre, le commerce bilatéral reste faible ; nos exportations, en hausse depuis 2021, dépassent de loin nos importations, qui tendent à diminuer. De bonnes conditions-cadre et la création d'un *Cyprus Swiss Business Circle* sont susceptibles de soutenir un développement des relations économiques ; il en va de même du renforcement prévu de l'engagement suisse à Chypre (personnel et financements).

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISES	4
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	4
3.1	Politique et priorités du pays hôte	4
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	5
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	6
4.1	Evolution et perspectives générales	6
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	6
4.1.2	<i>Commerce de services</i>	6
4.2	Commerce bilatéral	6
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	6
4.2.2	<i>Commerce de services</i>	7
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	7
5.1	Evolution et perspectives générales	7
5.2	Investissements bilatéraux	7
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	8
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	8
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	8
ANNEXE 1 – Structure de l'économie		9
ANNEXE 2 – Principales données économiques		10
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux		11
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux		12
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs		13

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La **résilience** de l'économie chypriote paraît remarquable face à une succession de crises et défis qui affectent ses principaux partenaires (*Brexit* puis invasion russe de l'Ukraine) et ses principaux secteurs (tourisme, finance, marine marchande), en plus de blocages voire menaces de nature politique qui affectent deux perspectives d'avenir : les fruits d'une réunification de l'île et la création d'un fonds souverain pour les futurs revenus gaziers de la zone économique exclusive en mer. À Chypre, les mesures contre la pandémie avaient été parmi les plus drastiques et le début de la reprise fut plus dynamique qu'en moyenne dans la zone Euro : en 2021, croissance économique de 5,5%, résorbant entièrement la récession de 2020 (-5,0%), augmentation du volume du **commerce international** plus forte que le recul de 2020 (surtout les exportations, +20%). Les conséquences globales et bilatérales du conflit ukrainien, marquées à Chypre, ont amené à y réviser les prévisions optimistes : les prévisions de croissance ont été révisées à la baisse (2,7%, alors qu'on espérait 6,3% précédemment) ; en même temps qu'une poussée d'inflation (5,2%), le taux de chômage devrait atteindre 8,5%, soit plus que durant la pandémie.

Face à la pandémie, le gouvernement avait osé rompre en 2020 avec sa **discipline budgétaire**, avant de renouer avec elle : après avoir atteint 115% du PIB, la dette publique repasse maintenant en-dessous de 100%. Depuis des années, à travers les crises successives, une volonté de diversification sectorielle (essor du secteur manufacturier, nouveaux domaines dans les services tels que santé et formation) s'allie à une politique de diversification géographique (cf. ci-après 3). Les autres pays de l'Union européenne (UE) représentent certes près des deux tiers des importations de Chypre (en augmentation), mais moins du quart de ses exportations (en diminution), et à peine 31% des investissements extérieurs. La diplomatie économique de Chypre soutient cette diversification, en direction des pays voisins et de partenaires émergents plus lointains.

L'assainissement du secteur financier s'est poursuivi ; des craintes perdurent concernant l'endettement des ménages et des entreprises. L'important apport de **fonds post-Covid de l'UE**, combiné à des incitations ou pressions en vue de réformes, doit répondre à la fois à des nécessités à court terme et à des développements à longue échéance : transition écologique, numérisation, améliorations institutionnelles. Des mesures nationales ont accompagné ces développements, avec de nouveaux ministères délégués, des stratégies pluriannuelles incluant des réformes (tourisme, secteur maritime), des programmes sectoriels touchant aussi les consommateurs (p.ex. énergie solaire).

Des **classements internationaux** tels que l'[IMD Competitiveness Report](#) montrent que les progrès, parfois rapides, sont à consolider : après un saut au 30^e rang mondial en 2020 et 2021, Chypre retrouverait en 2022 sa 40^e place antérieure. Une érosion s'observe aussi dans l'index de perception de la corruption par [Transparency International](#) : en 2021, Chypre passerait du 42^e au 58^e rang sur 180, avec une notation en baisse (52/100 au lieu de 58/100).

La gestion du *Brexit* par l'UE et aussi par la Suisse (stratégie « *Mind the Gap* ») a pris en compte l'existence sur l'île de **Bases souveraines britanniques**, dont 200 km² (sur 225) n'est pas fait de zones militaires fermées. Quelque 12'000 propriétaires ou travailleurs chypriotes y exploitent notamment des terrains agricoles. Le 16 mai 2022 a été formellement annoncée la mise en œuvre d'un accord bilatéral en la matière, qui avait été conclu en janvier 2015 entre la République de Chypre et le Royaume-Uni, en complément d'accords antérieurs.

La République de Chypre n'exerce pas sa souveraineté sur 36% de son **territoire, occupé militairement**. Cette zone *de facto* en union monétaire et douanière avec la Turquie subit une grave crise économique-financière. Nicosie ne reconnaît pas la légalité des accès aéroportuaire ou maritimes en zone occupée ; des points de passage sont ouverts à travers la zone-tampon sous contrôle des Nations Unies (UNFICYP). L'UNFICYP et des comités techniques mixtes traitent certains problèmes concrets, mais le commerce des biens et services par-dessus la ligne verte reste soumis à de fortes restrictions. L'illégalité pour le Conseil de Sécurité des

Nations Unies de la « République turque de Chypre du nord » entraîne pour les acteurs économiques des risques juridiques tenant aux titres de propriété notamment. Dans la zone occupée, l'application du droit de l'UE est suspendue ; en 2021, à l'issue d'un long processus, une appellation d'origine protégée a été reconnue pour le fromage halloumi/hellim sur l'ensemble de l'île et un financement de l'UE est prévu pour soutenir le respect des normes par les producteurs chypriotes-turcs (dans le cadre d'un programme d'aide annuel plus vaste).

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

L'activité à Chypre des entreprises suisses est **diverse**, entre PME spécialisées et grands groupes du secteur des machines, de la chimie et de la pharmacie – mais non les banques ni les assurances. L'horlogerie et certains produits emblématiques ont leurs agents à Chypre, où le *Swiss made* est reconnu et apprécié. Des entreprises suisses sont également actives sur l'île dans le domaine des transports, y c. maritimes, du tourisme et encore des services juridiques et financiers. Il n'y a pas à Chypre d'unités de production d'industries suisses, ni de commerce (hôtel, magasin, etc.) particulièrement notable et visible pour le grand public.

Des contacts et formes de coopération ponctuelles, y compris via la 1^{ère} et 2^e Contribution suisse, existent dans des secteurs tels que la santé, l'environnement, la formation, qui sont en plein essor à Chypre. Des développements connexes peuvent naître de ces **liens personnels**.

Les raisons pour les acteurs économiques internationaux pour **s'intéresser à Chypre** se limitent rarement à la taille du marché intérieur, qui n'offre qu'un potentiel réduit. L'île peut faire valoir d'autres atouts : appartenance à l'UE et à la zone Euro (mais tradition juridique britannique : redéploiements post-*Brexit*), situation géopolitique (à égale distance de 3 continents, liens privilégiés avec des pays du Proche-Orient et du Golfe), effet-vitrine pour les nombreux touristes étrangers. Ces motifs valent bien sûr aussi pour les entreprises suisses.

Une attention mérite d'être accordée aux plans de développement et de transformation d'infrastructures, ainsi que dans une moindre mesure aux privatisations. Chypre accuse divers retards dans la **transition écologique** et doit assumer des défis dans la gestion des ressources (eau, énergie, pollution), que ce soit sur son territoire ou dans sa flotte marchande.

Cette mutation, de même que les besoins de numérisation dans de multiples domaines, sont activement soutenus par l'UE et par les autorités. Cela crée des opportunités pour les entreprises suisses déjà présentes et pour d'autres, en particulier dans le *green-tech* ; d'autres possibilités sont à considérer, p.ex. avec l'utilisation du *blockchain* dans le domaine bancaire ou des assurances. Pour les produits et services innovants, la fiabilité et la durabilité sont susceptibles de jouer un rôle crucial, aux côtés de facteurs comme le prix.

Les risques juridiques et restrictions liés à l'occupation de la partie nord de l'île sont à prendre en compte, comme aussi le fait qu'un **progrès** et surtout une **solution politiques** accroîtraient substantiellement, le moment venu, l'attractivité économique de Chypre. Lorsqu'en 2019 un accord est intervenu pour interconnecter les réseaux de téléphonie mobile, un mandat technique a été octroyé à une entreprise suisse, prenant en compte aussi sa « neutralité ».

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Les contraintes et chances de la géographie poussent traditionnellement l'économie de Chypre vers les **échanges tous azimuts**. Membre de l'OMC mais non de l'OCDE (motifs politiques externes), Chypre joue un rôle important dans l'Organisation maritime internationale. Une succession de crises et défis amène Nicosie à développer sa diplomatie économique, avec une volonté de diversification, en se tournant vers les voisins immédiats (Proche-Orient) ou

non (Libye, pays du Golfe) et au-delà (Chine, Inde, Libéria), et non exclusivement vers le marché de l'UE. La Grèce reste un partenaire et un débouché naturel et privilégié. Les relations économiques avec le Royaume-Uni, y compris sur l'île (cf. supra, 1), retiennent l'attention des autorités. Nicosie a développé un réseau important d'accords économiques bilatéraux, notamment sur la double imposition (67 États), régulièrement mis à jour (y c. avec la Suisse, 2020), ainsi que sur la protection des investissements, sur la sécurité sociale (y c. avec la Suisse, 1997) et autres.

Une priorité économique nouvelle de la politique extérieure de Chypre est de réagir, au sein de l'UE et dans sa politique économique, aux changements drastiques et aux graves défis posés par l'invasion russe de l'**Ukraine**. Pour Chypre est à noter, outre les questions d'approvisionnement et de commerce, l'importance des investissements russes (cf. Annexe 5). Les méthodes utilisées face à d'autres risques et crises semblent prendre ici une pertinence accrue : diversification, transition écologique (énergie) notamment.

La **Méditerranée orientale**, et plus largement les pays du Golfe et le Caucase font partie des priorités de Chypre, avec des relations parfois anciennes (Égypte, Israël, Liban). Des accords de coopération sont aussi conclus, ensemble avec la Grèce, dans le cadre de dialogues trilatéraux avec ces pays. Nicosie développe ou soutient aussi des initiatives et forums régionaux, dans le domaine de l'énergie et de l'adaptation au changement climatique.

Un effort important et systématique de la politique économique extérieure de Chypre consiste à **rappeler et défendre ses droits** sur la base du droit international face à des mises en cause, menaces ou empiètements ; c'est notamment le cas de sa zone économique exclusive, avec l'octroi de concessions à des groupes étrangers diversifiés.

Dans les échanges entre *leaders* chypriote-grec et -turc figurent des propositions de **confidence-building measures** promettent des avantages économiques substantiels, qu'il s'agisse des droits territoriaux, des ressources ou encore de l'éventuelle légalisation d'un aéroport et d'un port pour la partie nord occupée.

L'application à la République de Chypre, non reconnue par la Turquie, du **Protocole d'Ankara** signé par elle en 2005 modifierait notablement les relations commerciales de voisinage (douanes, transports) ; un déblocage à court terme ne semble pas en vue.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

La coopération économique entre la Suisse et Chypre est réglée en général avec l'UE.

Le dispositif juridique pour les relations économiques bilatérales paraît complet. Un Protocole révisant l'accord bilatéral sur la double imposition (selon normes de l'OCDE) est entré en vigueur le 01.01.2022.

La décision de l'Administration fédérale des contributions (lettre du 20 juin 2022) sur les modalités permettant aux entreprises domiciliées ou établies à Chypre de demander le **remboursement de la TVA perçue en Suisse** est également applicable à Chypre.

L'Ambassade n'a pas connaissance d'éventuels préjudices ou risques spéciaux subis par des entrepreneurs suisses en lien avec leur nationalité.

L'image des produits et services suisses est très bonne. L'importance des investissements suisses manifeste une confiance à l'égard de ce marché. Au regard des conditions-cadre, le faible volume du commerce bilatéral laisse paraître un potentiel à exploiter (cf. supra, 2).

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

4.1.1 Commerce de marchandises

Le volume des échanges commerciaux en 2021 a plus qu'absorbé le recul de 2020, avec une augmentation notable des exportations (+19,7%) et aussi des importations (+11,6%). Le déficit de la balance commerciale, structurel, reste important mais continue de lentement se résorber. Partenaires essentiels, les pays de l'UE ne représentent pourtant que la moitié du commerce extérieur de Chypre : 24% des exportations de Chypre, 64% de ses importations. Parmi ces pays, la Grèce joue un rôle majeur de partenaire et aussi d'intermédiaire, qui se confirme. Malgré le *Brexit*, le Royaume-Uni maintient sa 3^e place. Quelques pays du Proche-Orient (grosso modo 20% du commerce chypriote) confirment leur rôle notable pour le commerce chypriote : p.ex. exportations vers le Liban, importations d'Israël.

Tout en se préparant à devenir un jour exportatrice de gaz, Chypre dépend des hydrocarbures importés, quasi seule source d'énergie disponible, avec des capacités réduites pour l'éolien, inexistantes pour l'hydro-électrique et encore sous-exploitées pour le solaire. Outre le carburant, Chypre importe surtout des matières premières, des machines, des véhicules. Chypre exporte notamment des produits agricoles (agrumes, pommes de terre, fromage halloumi), du ciment, des vêtements, des produits pharmaceutiques. L'import-export de navires explique l'importance récente du commerce avec le Libéria p.ex.

4.1.2 Commerce de services

Le commerce de services joue un rôle majeur pour l'économie chypriote et le rééquilibrage de sa balance fortement déficitaire pour le commerce de marchandises.

Les données de l'OMC pour les exportations chypriotes de services en 2019 les divisent en trois parts quasi égales (15-18 mia. USD chacune) pour les secteurs du transport, des voyages et le reste ; concernant les services importés, les voyages représentent 7,8 mia. USD, les transports 11,4 mia. et le reste la moitié des montants, près de 20 mia.

Les services financiers représentent une part notable de l'économie, avec les activités liées de conseil, etc. Les autorités cherchent à veiller à la fois à l'attractivité, à la solidité et à la réputation de la place financière chypriote face à des risques divers, y compris liés au conflit en Ukraine.

Le tourisme avec les activités liées (p.ex. immobilier) a été affecté par la pandémie et l'est par le conflit en Ukraine (importance des marchés russe et ukrainien). La reprise post-Covid est marquée, mais ne rattrape par le niveau antérieur : 1,22 mio. d'entrées au 1^{er} semestre 2022 contre 0,2/0,3 mio. durant la même période de 2020 et 2021 mais 1,6 mio. en 2019.

La flotte commerciale de Chypre est la 11^e au monde et la 3^e de l'UE. Les soubresauts du commerce mondial et ses défis écologiques et techniques pèsent naturellement sur ce secteur et les activités connexes (conseil juridique, formation) en plein essor.

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

Au cours des années précédentes, le volume des échanges bilatéraux n'a jamais atteint 200 mio. CHF. Pour Chypre, cela représente moins d'1% du commerce, et la Suisse n'est que la 37^e destination des exportations et la 23^e source des importations.

Le fort excédent commercial de la Suisse, qui tendait à se réduire en 2019 et 2020, s'est à nouveau creusé en 2021 et davantage encore au 1^{er} semestre 2022.

Importations et exportations sont avant tout des biens de consommation (env. 80%) et des biens d'équipement (env. 15%). La méthode de calcul des administrations suisse et chypriote n'est pas identique et une partie significative du commerce, transitant par la Grèce, n'est pas forcément identifiable dans les statistiques. Les chiffres pour 2021 sont :

- exportations suisses vers Chypre : 116,94 mio. CHF (données suisses, cf. Annexe 4) / 57,5 mio. € (données chypriotes, cf. Annexe 3),
- importations suisses de Chypre : 7,13 mio. CHF (données suisses) / 13,45 mio. € (données chypriotes).

Nos exportations n'ont pas encore retrouvé le volume d'avant la pandémie.

4.2.2 Commerce de services

Parmi les données disponibles, les plus détaillées et significatives sont celles du tourisme. Les arrivées à Chypre de touristes provenant de Suisse et du Liechtenstein ont dépassé 31'000 en 2021, après un affaissement en 2020 (16'000) et un record de 74'000 en 2018 (67'500 en 2019). Le marché suisse constitue l'une des priorités pour le Ministère délégué au Tourisme, qui a poussé au renforcement des liaisons aériennes saisonnières directes.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Le volume des investissements étrangers directs a légèrement diminué en 2020. Près du quart proviennent de Russie (97 mia. €), suivie par le Luxembourg (15,5% / 60 mia. €, env. autant que les diverses possessions britanniques) et par la Suisse (12,7% / 49 mia. €). Les pays de l'UE ne représentent ensemble que moins du tiers des investissements à Chypre. Ces investissements vont essentiellement au secteur financier et des assurances. Le conflit en Ukraine affecte évidemment les importantes clientèles russe et aussi ukrainienne (12 mia. €).

Chypre est l'un des centres *off-shore* les plus importants au monde, avec plus de 200'000 sociétés enregistrées. Par sa fiscalité, Chypre cherche à rester attractive autant que les règles supranationales le permettent, avec une ponction réduite pour les firmes nouvellement établies.

Le programme d'octroi de la citoyenneté ou d'un permis de résidence pour les acquéreurs de biens immobiliers a été arrêté suite au scandale des *golden passports*.

Si le secteur de l'immobilier privé continue de se développer, les autorités cherchent à favoriser l'investissement dans d'autres types d'infrastructures (équipements touristiques, centres médicaux) et dans d'autres secteurs, en ligne avec l'important fonds de relance 2021-2024 de l'UE, qui affecte à Chypre des fonds publics (3 mia. € cohésion + *Recovery and Resilience*) et y prévoit 1,4 mia. € d'investissements privés ou mixtes, avec une priorité à la transition écologique et à la numérisation.

Le plan de privatisations 2014-2016 n'a pas encore été complètement mené à bien, en raison d'oppositions, d'un contexte défavorable (pandémie) et, dans le cas de l'électricité notamment, de craintes pour les effets socio-économiques.

5.2 Investissements bilatéraux

En 2020, le stock des **investissements directs suisses** à Chypre se monte à 49,3 mia. € (12,7% des investissements étrangers), nous mettant en 3^e position. Ce chiffre a plus que décuplé par rapport à celui publié en 2016 ; l'augmentation du flux des transactions (4,4 mia. € en 2018) faisait escompter une telle évolution.

On ne remarque pas d'investissement suisse emblématique et visible. A l'instar des chiffres globaux, il s'agit sans doute surtout de produits financiers.

Les investissements publics au titre de la 2^e Contribution suisse se monteront à 15 mio. CHF, qui s'ajoutent aux 6 mio. de la 1^{ère} Contribution et à près de 0,5 mio. finançant à Chypre des projets dans les domaines du patrimoine (DFI, OFC) et des migrations (DFJP, SEM).

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Switzerland Global Enterprise (S-GE) aide les entreprises suisses à trouver des partenaires à Chypre ou à résoudre des questions juridiques. L'Ambassade fournit à des PME suisses et chypriotes des réponses à leurs demandes d'informations administratives ou de contacts ; elle traite certaines demandes de représentants chypriotes cherchant des partenaires suisses (p.ex. produits alimentaires).

Le lancement début 2022 d'un *Cyprus Swiss Business Circle (CSBC)* offre des possibilités nouvelles pour les entreprises ainsi que pour l'action de l'Ambassade, représentée au sein de son comité, et qui jusqu'ici invitait régulièrement un groupe de contact informel. Cette chambre de commerce bilatérale n'est actuellement pas affiliée à la *Cyprus Chamber of Commerce and Industry* (à laquelle les entreprises suisses peuvent aussi s'adresser) mais est rattachée à la *Cyprus Swiss Association*, partenaire de longue date de l'Ambassade. Le CSBC ne se borne pas à soutenir les intérêts des entreprises membres mais cherche à renforcer les relations économiques bilatérales, y compris par des activités avec le Département *Public and Business Administration* de l'Université de Chypre.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Le secteur du tourisme est celui où l'intérêt de Chypre pour la Suisse est le plus visible : promotion menée activement pour attirer des visiteurs (y compris renforcement des liaisons aériennes saisonnières) et formation de Chypriotes dans les écoles hôtelières suisses (y compris pour certaines un représentant sur place et un réseau d'*alumni*). Cette situation crée un potentiel pour renforcer le nombre de touristes chypriotes en Suisse ainsi que la présence d'investisseurs et de marques suisses à Chypre en lien avec ce secteur.

Un intérêt pour se former en Suisse ou y effectuer des stages existe aussi dans d'autres secteurs (médecine p.ex.) ; avant la pandémie, l'Ambassade a régulièrement été présente lors la *Postgraduate Studies Fair*.

Même si l'empreinte britannique est forte, entretenue aussi par les diasporas, l'image du *Swiss made* est excellente et chacune de nos 3 langues officielles possède un *soft power* à Chypre. De manière générale, notre pays est perçu positivement, du fait de sa neutralité et de son rôle dans le processus de paix notamment ; la notoriété de Genève et de Crans-Montana est générale dans la population chypriote.

Les besoins et les possibilités offertes dans les transitions écologique et numérique peuvent constituer des opportunités pour des acteurs économiques suisses, p.ex. dans le *green tech*, cf. supra, 2.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2016	Année 2021
Répartition du PIB*		
Secteur primaire	2,2%	1,8%
Secteur manufacturier	10,9%	12,8%
Services	86,9%	85,4%
– dont services publics	14,3%	14,6%

Répartition de l'emploi**		
Secteur primaire	4%	3,4%
Secteur manufacturier	16,5%	18,2%
Services	79,9%	78,4%
– dont services publics	20,8%	20,1%

Sources :

* Cyprus Statistical Service, National Accounts & Government Statistics Division 24.06.22

** Cyprus Statistical Service, National Accounts, Employment 08.03.22, Labour 16.03.22 / www.cystat.gov.cy

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2020	2021	2022
PIB (€ million)	21'618*	23'437*	24'878**
PIB/habitant (€)	24'235*	26'031*	27'513**
Taux de croissance (% du PIB)	-5,0***	5,5***	2,7***
Taux d'inflation (%)	-0,6***	2,4***	5,2****
Taux de chômage (%)	7,9***	6,5***	8,5**
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,8*	-1,7*	-0,4*
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-10,1*	-7,2%*	-9,3**
Dettes extérieures totale (% du PIB)	115,0*	103,6*	94,4*
Service de la dette (% des exportations)	n.d.	n.d.	n.d.
Réserves (mois d'importations)	n.d.	n.d.	n.d.

Sources :

* Statistical Service Cyprus, National Accounts, 21.04.22 / National Accounts & Government Statistics Division 24.06.22 www.cystat.gov.cy

** FMI, World Economic Outlook (04/2022) <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

*** Central Bank of Cyprus, Annual Economic Indicators, 02.06.22 / Economic Bulletin, 06/2022

**** European Commission, [Economic Forecast for Cyprus](#)

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2021

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (€ milliers)	Part	Var. ¹	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (€ milliers)	Part	Var. ¹⁰
1	Liban	285'488	8,7%	171,9%	1	Grèce	2'035'625	23,9%	10,6%
2	Grèce	251'985	7,7%	-8,3%	2	Italie	872'203	10,2%	24,4%
3	Roy.-Uni	212'869	6,5%	0,0%	3	Allemagne	527'416	6,2%	-6,1%
4	Iles Vierges brit.	201'531	6,1%	916,7%	4	Pays Bas	437'193	5,1%	-15,3%
5	Libye	180'701	5,5%	-6,8%	5	Chine	430'354	5,0%	34,3%
6	Libéria	139'484	4,2%	-43,2%	6	Israël	402'809	4,7%	34,3%
7	Norvège	96'599	2,9%	314,3%	7	Roy.-Uni	326'046	3,8%	-54,8%
37	Suisse	13'446	0,4%	-20,0%	23	Suisse	57'441	0,7 %	0,0%
	UE	794'203	24,2%	-23,2%		UE	5'476'016	64,2%	11,5%
	Total	3'286'699	100 %	19,7%		Total	8'531'186	100 %	11,6%

Source :

[Statistical Service of Cyprus, Foreign Trade Statistics, Intra & Extra EU Trade statistics, January-December 2021 \(23.03.22\)](#)

¹ Variation par rapport à l'année précédente en %

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (mio. CHF)	Variation (%)	Import (mio. CHF)	Variation (%)	Solde (en mio.)	Volume (en mio.)
2017	89,52	+35,3	91,24	+586,2	-1,72	180,76
2018	155,35	+73,5	8,31	-90,9	147,04	163,66
2019	137,45	-11,5	0,45	-27,3	137,00	137,90
2020	85,63	-37,7	11,02	+82,3	74,61	96,65
2021	116,94	+36,6	7,13	-35,2	109,81	124,07
<i>(Total 1)*</i>						
2022 (I-VI)**	50,53	+11,3	1,03	-67	49,50	51,56

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

**) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Biens de consommation	77,6	81,8
2. Biens d'équipement	17,3	14,6
3. Matières premières et demi-produits	5,1	3,4
4. Produits énergétiques	0,1	0,1

Importations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Biens de consommation	94,4	78,9
2. Biens d'équipement	3,4	15,5
3. Matières premières et demi-produits	2,2	5,6
4. Produits énergétiques	0,0	0,0

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

<https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/>

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2020

Rang	Pays	Investissements directs (€ million, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (€ million)
1	Russie	96'630	24,9%	-2,7%	-708
2	Luxembourg	60'308	15,5%	-1,9%	-1'985
3	<i>Suisse</i>	49'282	12,7%	n.d.	C
4	Jersey	24'191	6,2%	5,1%	C
5	Pays Bas	19'240	4,9%	2,1%	C
6	Iles Vierges britanniques	12'924	3,3%	-29,8%	C
7	Ukraine	12'275	3,2%	n.d.	109
8	Guernesey	11'876	3,1%	82,4%	C
9	Roy.-Uni	11'551	3,0%	7,1%	-98
10	France	3'683	0,9 %	0%	242
	UE	121'045	31,1%	+/- ...%	3'498
	Total	388'815	100 %	-2,4%	4'088

C = Confidentiel (données non publiées)

Source :

Central Bank of Cyprus, Annual Stock Data by country, 2013-2020 / Annual Transactions Data by country 2013-2020, 01.12. 21